L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 18 JANVIER 1894.

PETITES ANNONCES.

Les personnes voulant se défaire de meubles antiques, peintures, vases, porcelaines cristaux, objets en bronze et objets d'art, trouveront un acquéreur qui paiera le prix le plus élevé en s'adressant au No 129 rue de Chartres. Lewis & Bernard. 2 juil—1y

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Français—Parlant l'anglais désire trouver de l'emploi soit dans une boulangerie ou comme homme de peine dans une maison de bourgeoise. S'adresser chez Mme L. Rocquet, rue Decatur No 163, près St Pierre. 18janv—2f

A LOUER.

A LOUER, Résidence No 44 Avenue de l'Esplanade coin Chartres ; ayant double salon, belle salle à manger, cinq chambres à coucher, cuisine, pantry, etc., etc. S'adresser au No 5 adresser, M. Lion et Cie, coin ste-Anne et Decatur. 11janv—1y

DEMANDES.

ON demande une bonne pour prendre soin de deux petits enfants. S'adresser à Mme Hoffman, au coin de l'avenue St-Charles et de la rue Quatrième. 13 janv—1sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Clément Pierson et Lucy Johnson, en femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,251—Division B—Attendu que Frederick Johnson a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Clément Pierson et Lucy Johnson, sa femme, décédés intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE.
18janv—18 21 27 Greffier.

Succession H. B. Nenis.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,386—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en ont) pour lesquelles le premier compte provisoire présenté par George W. Young, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE.
14janv—14 18 23 Greffier.

Succession de A. Storre Bement Cowen" Mme Veuve P. Harman et al

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 40,166—Division C—Attendu que Mme Veuve P. Harman a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu A. Storrs Bement Cowen, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
17janv—17 21 26

Succession de J. Moore Wilson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 41,292—Division C—Attendu que Mme Nellie Moore Wilson, de John Moore Wilson, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration testamentaire dans la succession de J. Moore Wilson, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
13janv—13 17 21

Succession de Gaston Barq.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,351—Division D.—Attendu que Mme Marie Barq, veuve d'Augste Barq, a présenté une pétition à la Cour, l'effet d'obtenir les lettres d'administratrice dans la succession de feu Gaston Barq, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner. Il sera tenu de déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
13janv—13 17 21

Succession de William T. Benedict.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 41,236—Division D—Attendu que Josephine McE. Benedict, Veuve de William T. Benedict, décédé, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Benedict, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10janv—10 14 19 Greffier.

Succession de Mme Marina Mason, femme de John Malkell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 41,236.—Division D—Attendu que Jno. Charles Malkell a présenté une pétition à la Cour, l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Martha Mason, femme de Jno. Chas. Malkell, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
10janv—10 14 19

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,137.—Division E—John Henry vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession de biens du pétitionnaire, Henry Norton, soit et est acceptée par la Cour, au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Ory, notaire public en cette ville, commençant le 26janvier 1894, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1893.

Signé : GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. J. RANKIN, Député-Greffier.
28 déc—3f au 17janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,322, Division A.—Sidney A. Calongne vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession de biens du pétitionnaire, Sidney A. Calongne, soit acceptée par la Cour au profit de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Fred. Deibel, notaire public, en son bureau, Masonic Building, No 57 rue St-Charles, en cette ville, commençant le 12janv 1894 jour de février 1894, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire élire un syndic et voter sur toutes les autres sujets qui pourraient leur être soumis, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre sa personne et ses biens soient suspendues, et que W. R. Greathouse, Esq., avocat, soit et par le présent représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1894.

F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
11 jan—3f au 12 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,287. Division A.—Henry J. Norton vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry J. Norton soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. R. Ker, Esq., notaire, à son bureau, No 26 rue Carondelet, en cette ville, VENDREDI, 26me jour de janvier 1894, à 11 h. A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur tous autres matières qui pourraient leur être soumises, et qu'à partir de ce jour toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit [illegible] dans l'intervalle soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 9 janv 1894.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
12janv—3f au 26 janv

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 41,066—Ordre — J. G. Prodame vs ses Créanciers.—Ordre de la cession des biens faite par J. G. Prodame, au bénéfice de ses créanciers, soit et est par le présent acceptée par la Cour et qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Ory, notaire public en cette ville, commençant le 26janvier 1894, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur la nomination d'un syndic, de déterminer le taux de la façon dont l'actif rendu sera disposé, et voter pour ou contre la décharge de l'insolvable et que Henry Heidenheimer, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents de l'insolvable et que dans l'intervalle et jusqu'à nouvel ordre de la Cour toutes procédures contre la personne ainsi que les biens du plaignant soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 18 décembre 1893.

N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
CHAS. FLOTTE,
Député-Greffier.
20 déc—3f au 26 jan

CHARTE

—DE LA—

Compagnie d'Assurances des Marchands

(Merchants' Insurance Company)

—DE LA—

ETAT DE LA LOUISIANE,

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que ce 11ème jour de janvier, de l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-quatre-vingt-treize, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent dix-septième.

Pardevant moi, George Covington Préot, notaire pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, sont venues et ont comparu personnellement devant moi les différentes personnes dont les noms suit ici insérés, lesquelles consti tuent tout le corps des actionnaires enregistrés de la compagnie d'assurances mutuelles des Marchands de la Nlle-Orléans (Merchants Mutual Insurance Company of New Orleans); elles déclarent que se prévalant des dispositions des lois de cet Etat relatives à la formation de corporations, elles ont convenu et conviennent par les présentes de s'engager, ainsi que toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elle-s, à former une corporation et un corps politique en droit pour les objets et fins et en vertu des stipulations et convention qui suivent, savoir :

ARTICLE I.

Le nom et le titre de cette corporation sera "THE MERCHANT'S INSURANCE COMPANY, son domicile est établi dans la ville de la Nlle-Orléans, Louisiane. Toutes les assignations (citations) et autres procédés légaux seront servis au président de ladite corporation, ou, en son absence au secrétaire.

ARTICLE II.

Cette Compagnie, sous son dit nom corporatif, aura plein pouvoir et pleine autorité d'exister comme corporation avec droit de succession pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la présente date ; de s'engager par contrat, de posséder et d'être poursuivie en justice ; d'acheter et de vendre, de louer à bail, d'hypothéquer et donner en garantie des biens meubles et immeubles ; d'acheter, prendre, recevoir et détenir tout l'actif, d'assumer toute les obligations de la "Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans", et dans le but d'émettre ses actions (stock) aux actionnaires de la dite "Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans" dans la proportion d'une action du capital de cette corporation pour chaque cinq actions du capital social de la dite "Merchants' Mutual Insurance Company," dûment remis et retournés à cette Compagnie ; de conclure des compromis et Smetre des obligations, notes et billets et de donner pour cela des garanties (security), de nommer et de désigner des officiers, directeurs, administrateurs, agents et employés ; de faire des règlements pour la bonne administration des affaires de la corporation ; de modifier et d'amender son gré et dite charte, statuts ; d'adopter et d'employer un sceau corporatif et de le rompre ou changer à son gré.

ARTICLE III.

Cette corporation est créée pour faire des affaires d'assurance contre l'incendie, les risques de mer et de rivières dans toutes ses branches, et particulièrement pour faire les affaires dont elle s'occupant sous le nom de "Merchants' Mutual Insurance Company" ; Son but et son objet sont par les présentes indiqués expressément comme suit :

1. Assurer des maisons de résidence, des magasins ou autres édifices, des meubles meublants, des marchandises ou autres effets et propriétés contre toute perte et tout dommage par le feu.

2. Prendre des risques d'assurance maritime sur le fret des navires, bateaux à vapeur, articles, produits, marchandises, cargaisons, chargements, billets de banques, change et autres certificats de dette, profits maritimes et marchandises sur lesquelles on empruntes, et faire des polices d'assurance ayant rapport ou se rattachant aux risques de transport sur terre.

3. Elle pourra s'assurer contre tout risque qu'elle aura elle-même accepté.

4. Sur livraison au Conseil de Direction de cette Compagnie de tout le fonds-capital de la Compagnie d'Assurances Mutuelle des Marchands, le dit Conseil de Direction de cette Compagnie est par les présentes particulièrement et spécialement autorisé à assumer-tous les obligations et a prendre plein droit de propriété dans le dit fonds de la dite Compagnie d'Assurances Mutuelle des Marchands.

ARTICLE IV.

Le fonds-capital de cette corporation est par les présentes fixé à Trois cent mille dollars ($300,000) divisés en et représenté par trois mille actions de cent dollars chacune. Lesdites actions se paieront en argent lorsqu'on y souscrira, ou elles pourront être émises plus tard payées au pair, en paiement de propriété acquise par ladite compagnie, et surtout elles pourront être émises pleinement payées au pair, par le Conseil de Direction, en échange d'actions de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands dans la proportion d'une action de cette corporation pour deux de ladite Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands. Les actions seront librement transférables seulement sur livres de la compagnie et sur livraison des anciens certificats.

Lorsque les gains de l'année fiscale le justifieront, un dividende sera déclaré et payé sur les actions de la Compagnie, pourvu que pas plus de 8 pour cent du dividende par an ne soient payée.

Cette charte prendra effet et cette compagnie sera autorisée à commencer les affaires à partir de la date où la présente sera signée.

ARTICLE V.

Tous les pouvoirs constitués de cette corporation seront placés en et exercés par un Conseil de Direction composé de onze actionnaires, chacun desquels devra posséder par moins de vingt actions du capital de ladite corporation. Ledit Conseil de Direction sera élu annuellement le deuxième lundi de janvier, chaque année, à partir de l'année 1894, à une réunion générale des actionnaires, qui aura lieu en le bureau de la Compagnie, après deux jours d'avis au préalable dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Toutes les élections se feront au scrutin, et chaque action donnera droit à un vote que le détenteur pourra déposer en personne, ou par procuration. Une majorité des votes donnés sera nécessaire pour élire. Les élections se feront sous la surveillance de trois commissaires que choisira le Conseil de Direction parmi les actionnaires à chaque élection. Dans le cas ou on ne parviendrait pas à élire les Directeurs, pour une raison quelconque, le jour fixé, une nouvelle élection aura lieu dès que faire se pourra possible, après un avis de 10 jours préalable ment public dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Toute vacance se produisant dans le Conseil de Direction pour une raison quelconque, sera remplie par les autres membres du Conseil pour le terme non expiré. L'année fiscale prendra fin le 31 décembre de chaque année.

A la première réunion, chaque Conseil de Direction élira parmi ses membres un Président de même qu'il choisira un Secrétaire et Trésorier qui ne sera pas membre du Conseil de Direction

ARTICLE VI.

Cet acte d'incorporation pourra être changé modifié ou altéré, ou ladite corporation pourra être dissoute à tout moment spéciale des actionnaires convoqués dans ce but après trente jours d'un avis préalable public dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec l'assentiment des trois-quarts des actions représentée en cette réunion.

Tout changement quant au fonds-capital de la dite corporation exigera l'assentiment d'une majorité en nombre de tout le fonds-capital, et en outre des trente jours requis de publication préamble, un avis préalable de quarante jours par écrit sera transmis par la poste à chaque actionnaire ainsi que le prescrit la loi.

ARTICLE VII.

Aucun actionnaire ne sera tenu responsable des contrats ou erreurs de la dite corporation pour aucune autre somme que celle de la balance non payée, due par lui sur des actions de stock qu'il possède ; une simple informalité dans l'organisation n'aura pas pour effet de rendre cette charte nulle, ou d'exposer un actionnaire à aucune autre obligation que la balance non payée due par son stock.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation sera dissoute, ou ses limitations de temps ou toute autre cause, ses affaires seront liquidées sous la direction de trois commissaires qui seront choisis parmi les actionnaires, dans assemblée convoquée à cet effet, après avis antérieur pendant trente jours par publication dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec le consentement de la majorité des actions représentées à ladite assemblée. Lesdits commissaires resteront en place jusqu'à ce que les affaires de la corporation aient été entièrement liquidées, et en cas de mort ou d'impossibilité de servir d'un ou de plusieurs de dits commissaires, les autres commissaires, ou le commissaire restant, choisiront parmi les actionnaires un substitut ou des substituts pour remplir les dites vacances.

ARTICLE IX.

Les personnes ci-après nommées constitueront le premier Conseil de Directeurs et serviront comme tels jusqu'au deuxième lundi de janvier 1894, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été dûment élus, savoir : Joseph A. Shakspeare, D. A. Chaffraix, A. Xaupes, Paul Capdevielle, Aristide Hopkins, Jayme Magi John M. Baldwin, Jas. C. Schuber, Morris W. Smith, James S. Zacharie, W. H. Beinger ; avec ledit Paul Capdevielle comme président.

Fait et passé en mon bureau en la ville de la Nouvelle-Orléans, le jour et dans le mois et l'année mentionnés ci-dessus, en présence de MM. James Grant, Emile A. Tichenor, tous deux de cette ville, témoins compétents qui ont signés les dits articles, avec les dites personnes qui ont comparu, le notaire, après que lecture eut été dûment faite.

(Original signé):

H. C. BOUCHER et autres.
JAS. GUYOL,
E. A. TICHENOR,
Témoins.

GEO. C. PREOT, Notaire Public.

Je, soussigné, Annotateur des Hypothèques et pour la paroisse d'Orléans, dûment commissionné et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ceci que la copie ci dessus mentionnée est une copie exacte de l'acte primitif d'incorporation de la Compagnie d'Assurances des Marchands de et du certificat d'enregistrement là-des sus endossé, maintenant enregistré dans les archives courantes de mes actes notariés.

En foi de quoi j'ai signé et apposé mon sceau à la Nouvelle-Orléans, Lne, le 11me jour de janvier A. D. 1893.

{SCEAU} GEORGE C. PREOT,
Notaire Public.

15janv—1m

Scientific American Agency for

PATENTS

CAVEATS, TRADE MARKS, DESIGN PATENTS COPYRIGHTS, etc.

For information and free Handbook write to MUNN & CO., 361 BROADWAY, NEW YORK. Oldest agency for securing patents in America. Every patent taken out by us is brought before the public by a notice given free of charge in the

Scientific American

Largest circulation of any scientific paper in the world. Splendidly illustrated. No intelligent man should be without it. Weekly, $3.00 a year ; $1.00 six months. Address MUNN & CO., Publishers, 361 Broadway, New York.

L'ABEILLE

—DE LA—

Nouvelle-Orléans

—AVEC UNE—

JOURNAL QUOTIDIEN,

—ET—

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

—LE—

SAMEDI MATIN,

—ET—

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

ABONNEMENTS :

ÉDITION QUOTIDIENNE.

UN AN	$12 00
SIX MOIS	6 00
TROIS MOIS	3 00
UN MOIS	1 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

UN AN	$3 00
SIX MOIS	1 50
QUATRE MOIS	1 00

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE

Publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des Dépêches Télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Etranger ;

Un Bulletin Maritime ;

Une Liste des Navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans ;

Une Liste des Navires dans le port de la Nouvelle-Orléans ;

Un Bulletin Financier ;

Un Bulletin Commercial ;

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer ;

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

L'ÉDITION HEBDOMADAIRE

Réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS

No 73 Rue de Chartres,

ENTRE CONTI ET BIENVILLE.

ASSURANCES.

Vingt-quatrième Etat Annuel

—DE—

L'Association d'Assurance

DE LA NOUVELLE-ORLEANS,

Pour l'année expirée le 31 décembre 1893

Primes reçues :	
Sur risques de feu	$206,289 25
Sur risques de marine	2,025 69
Sur risques de rivière	2,111 62
	$210,426 56
A ajouter, primes non acquises de 1892	45,983 00
Primes totales	$256,409 56
A ajouter, intérêts	9,457 67
Revenus	$265,867 23
A déduire, pertes payées :	
Sur risques de feu	$74,664 79
Sur risques de marine	
Sur risques de rivières	1,453 51
	126 28
Total des pertes payées	$76,244 58
Retour de primes et cancellations	31,105 02
Commissions	27,452 77
Réassurances	19,004 15
Taxes et Licences	4,824 41
Profit et Pertes	1,733 85
Dépenses de bureau et d'agences, dépenses légales, bureau des assurances, corps le santé, etc.	30,715 84
Déboursés	$190,253 62
	$75,608 61
A déduire :	
Primes non acquises	$46,854 00
Pertes ajustées et non ajustées	8,650 00 55,504 00
Bénéfices net	$20,104 61

ACTIF.

Argent en banque	$ 30,144 24
$10 000 Bons des Etats-Unis 4 0/0	11,350 00
$60,260 Bons à Primes de la Nlle-Orléans	100,182 25
$75,000 Nouveaux Bons de l'Etat de la Louisiane	73,125 00
$44,000 Bons Consolidés de la Nlle Orléans 6 0/0	45,540 00
$20,000 Bons Constitutionnels de la Nlle-Orléans 4 0/0	20,300 00
Actions	28,200 00
Prêts sur hypothèques et billets à recevoir	22,353 26
Primes à recevoir en recouvrement	29,963 22
Meubles et installations de bureaux	2 500 00
	$363,657 99

PASSIF.

Capital-actions	$300,000 00
Fonds de surplus	1,165 85
Réserve pour primes non expirées	49,616 94
Réserve pour pertes non payées sur incendie	15,201 32
	$365,984 11

Cet exposé est une copie fidèle et correcte des livres de la compagnie.

J. HASSINGER, Président.
J. E. MERLE, Vice-Président.
ERNEST CHASSAIGNAC, Secrétaire.

Fait et signé sous serment devant moi, à la Nouvelle Orléans, ce 13me jour de janvier 1894.

GEO. H. BRAUGHN, Notaire.

14 jan—1m

Compagnie d'Assurances des Marchands.

No 104 rue du Canal.

Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1894.

La Compagnie publie le rapport suivant courant une période de (10) mois, du 1er mars 1893 au 1 décembre 1893.

Primes reçues—	
Sur risques de feu	$150,240 12
Sur risques maritimes	1,909 99
Sur risques de rivières	4,084 30
	$156,234 41
Primes non-acquises à la mise en vigueur	50,515 60—$206,749 41
Primes non acquises le 1er mars, 1893 au 31 déc. 1893	$62,493 76
	$144,255 65
Pertes payées—	
Sur risques de feu	$29,687 46
Moins réservé pour pertes non ajustées	10,337 00
	$30,350 46
Sur risques maritimes	131 44
Sur risques de rivières	1,077 11
Primes retournées	40,559 01
Ré-assurances	18,726 13
Dépenses brutes	4,843 89
Salaires	12,500 00
Taxes	5,121 66
Frais de cour et d'avocat	208 95
Commissions	12,386 68
	61,025 69—$101,584 70
Moins—Réserve pour pertes non ajustées	$42 670 95
	$10,246 00
Ajouter : Compte d'intérêt et loyer	$32,424 95 $16,637 48
Bénéfice	49,062 43
Moins dividendes de juin $7,500 et de décembre, 12,000	19,500 00
Profits nets	$29,562 43

La Compagnie possède l'actif suivant :

Billets remboursables	$5,153 23
Billets garantis	23,187 76
Primes en cours de collection	21,954 07
Propriété foncières	163,680 55
Argent comptant	43,476 87
Actions de banques et assurances (valeur du marché)	23,488 00
Actions de chemins de fer (valeur du marché)	6,786 00
Actes de l'Association de l'Opéra Français (valeur du marché)	1,000 00
Nouveaux consols (valeur du marché)	30,610 40
New Orléans Gas Light Co. (valeur du marché)	19,500 00
Bons 7 pour cent ville de la Nlle-Orléans (valeur du marché)	17,700 00
Meubles de Bureau, etc	6,120 00
Jugements	2,400 00
Montant de sucre et mélasse en main	600 00
	4,500 00
	$370,117 48

L'exposé ci-dessus est une copie juste, vraie et correcte des livres de la compagnie.

PAUL CAPDEVIELLE,
Président.

JULES MONTREUIL,
Secrétaire

Fait sous serment devant moi, en mon bureau No 162 rue Commune, Nouvelle-Orléans, Lne, ce 10me jour de janvier 1894.

JAMES FAREY, Notaire.

11 janv—1m

Vingt-septième Etat Annuel

—DE—

Compagnie d'Assurances Germania

DE LA NOUVELLE-ORLEANS, LNE.

Incorporée 20 février 1866.
Réincorporée 17 janvier 1891

CONFORMEMENT à ce qu'exige sa charte cette compagnie publie l'état suivant pour l'année se terminant le 31 décembre 1893 :

Primes sur incendies	$252,805 68
Primes maritimes	867 72
Primes des rivières	384 47
	$253,857 94
A ajouter : Primes non acquises de 1892	47,378 85
Total	$301,236 79
A ajouter : Intérêt et profits et pertes	20,029 35
Moins salaires et dépenses générales	14,107 95
Fonds de surplus, 1892	5,914 40 6,481 69
Total	$313,632 88
Pertes payées—	
Sur risques de feu	$113,159 28
Sur risques maritimes	382 77
Sur risques de rivières	134 33
	$113,676 38
Réassurances	49,033 51
Primes réunies et remises	77,109 10
Taxes d'Etat et de ville, Board of Underwriters, Licences, Souscriptions	7,829 78—247,648 27
Profits brute	$65,984 11
Réservé pour—	
Primes non expirées de 1893	$49,616 94
Pertes d'incendies non payées	15,201 32
Fonds de surplus	1,165 85—65,984 11

ACTIF.

Billets pour primes	130
Primes en voie de collection	38,269 25
Billets garantis	2,500 00
Prêts sur hypothèques	1,200 00
Bons des Etats-Unis, bons consolidés de ville et bons à primes	86,852 50
Stocks de banques, d'assurances et autres	32,201 50
Bons d'Etat de la Louisiane	10,475 00
Bons 1ère hypothèque, Woolerting Brewing	5,000 00
Propriété foncières	66,814 84
Meubles de bureau et abécédaires	4,913 14
Argent comptant et en banque	17,796 68
	$265,984 11

PASSIF.

Capital-actions	$300,000 00
Fonds de surplus	1,165 85
Réserve pour primes non expirées	49,616 94
Réserve pour pertes non payées sur incendie	15,201 32
	$365,984 11

L'exposé ci-dessus est une copie juste, vraie et correcte des livres de la compagnie.

PAUL CAPDEVIELLE,
Président.

JULES MONTREUIL,
Secrétaire

Fait sous serment devant moi, en mon bureau No 162 rue Commune, Nouvelle-Orléans, Lne, ce 10me jour de janvier 1894.

JAMES FAREY, Notaire.

11 janv—1m

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'une Propriété améliorée de valeur et désirable faisant face au Lee Circle.

George W. Taylor vs Mme Marie B. Manning.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 40,845.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 21 février 1894, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre irrégulière, ensemble toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et y appartenant, et tous les droits, lots, voies, servitudes, privilèges et appartenant, situés dans le Premier District de la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'île comprise entre le Lee Circle (anciennement Circle) de la rue St Charles et l'avenue Howard (anciennement rue Delord) et les rues Calliope et Carondelet, mesurant quatre-vingt-deux pieds 82 pouces et quatre lignes de face au Lee Circle, cent pieds trois pouces et quatre lignes sur la ligne de front de cent dix pieds sur la ligne de côté la plus approchée de l'Avenue St-Charles et cent vingt pieds onze pouces sur la ligne de côté la plus rapprochée de l'Avenue Howard (anciennement rue Delord) le tout ainsi que cela est démontré sur une exquisse annexée de l'acte d'achat de la défenderesse mentionnée ci-après.

Etant la même propriété que la défenderesse a acquis par acte de Mme Lydia Kidder, veuve de David G. Mire, Sr., d'après un acte passé pardevant Jos. D. Taylor notaire public, le 8 de mai 1884 et enregistré au Livre des mutations en cette ville, dans le Livre 118, folio 556.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
17 jan—17 24 31—fév 7 14 21

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente importante de machine, marchandises, bien-meubles, etc., etc. d'une grande manufacture de briques.

W. L. Sirjacques versus Frye Triumph Press Brick Manufacturing Company, Limited.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 40,443.—En vertu d'un ordre de vente à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 22 janvier 1894, à 10:30 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Les terrain et parties de terrain ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et appartenances, situés dans le Premier District de cette ville, dans l'île bornée par les rues Friendly Johnson, Perdido et Gravier mesurant 100 pieds de face sur la rue Johnson sur la dite rue Gravier sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et une portion de terre située et composée de tout le lot No 24 et de cinq pieds trois pouces du lot adjacent numéro 25, le tout d'après une exquisse annexée à un acte de vente de Jos. Montreuil passé pardevant W. J. Castell, ex-notaire en cette ville le 4 juin 1867, et les lots décrits ci-dessus étant situés à la distance de 600 pieds de la dite rue Gravier sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 2 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 3 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 4 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 5 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 6 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 7 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 8 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 9 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 10 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 11 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 12 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 13 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 14 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 15 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 16 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé dans l'île susdite, borné par la rue Johnson, Esq., déposé chez le Notaire Dufossat, comme lot No 17 et mesurant trente pieds de face à la rue Johnson sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Et un terrain situé